

# Qui faut-il regrouper et pourquoi ?

L'idée de regroupement est dans l'air. Elle passionne les partis politiques qui vont se réunir en congrès, comme les syndicats et même des inorganisés, que l'idée d'unité, parfois organique et parfois limitée à des actions, attire de plus en plus consciemment. Les nombreuses questions qui m'ont été posées récemment, au cours de réunions publiques ou semi-publiques, dans des milieux aussi variés qu'Aire-sur-la-Lys et Wingles (Pas-de-Calais), Alfortville (Seine), Annemasse (Haute-Savoie) et Bourg (Ain) m'en auraient persuadé si je ne l'avais pas été par ma correspondance quotidienne et par les contacts que j'ai eu l'occasion de prendre depuis plusieurs mois.

Aussi, me paraît-il utile de préciser l'étendue, les frontières et les buts des regroupements envisagés, tous ces problèmes étant étroitement liés. Selon qu'on est animé de préoccupations exclusivement électorales, qu'on considère la future élection du président de la République au suffrage universel comme la question capitale des années prochaines, qu'on veut revenir à la situation antérieure au coup de force du 13 mai 1958, ou qu'on veut préparer la succession du régime actuel, en élaborant un programme non de restauration de l'ancien état de choses mais de transition vers une démocratie socialiste, on fixera des limites différentes au regroupement qu'on s'efforce de provoquer.

Il faut répondre clairement à une première question : veut-on réunir, avec une partie de la gauche, le centre, sans même exclure la fraction non gaulliste de la droite, c'est-à-dire ressusciter, sans nouveau colloque de l'Alma, feu le « Cartel des non » en le baptisant pudiquement d'un nom moins explosif ? Dans ce cas ou dans l'hypothèse voisine d'une renaissance de la Troisième Force, il n'est pas besoin, je pense, de préciser une fois de plus qu'il ne faudra pas compter sur le P.S.U pour apporter sa caution à

une coalition contre nature de socialistes et de conservateurs, scandaleuse dans son principe même et condamnée à l'inefficacité parce que s'appuyant sur des forces inévitablement antagonistes dans l'action quotidienne.

Recherche-t-on un candidat unique de la gauche (et du marais), jeune et photogénique à la présidence de la République (les articles parus dans certains hebdomadaires à ce sujet font penser à des annonces matrimoniales), sans exiger de lui des précisions préalables sur son programme et notamment sur l'engagement qu'il devrait prendre, en cas de succès, de travailler à la mise à mort de l'actuelle Constitution, réservant au chef de l'État les pouvoirs réels... et au Premier ministre, qui ne gouverne pas, les motions de censure ?

Nous répondons : programme d'abord et non rassemblement équivoque, qui ne résoudrait rien et serait générateur de nouvelles déceptions, très probablement fatales à la démocratie elle-même.

La formule du « Centre d'Étude et de Liaison des Démocrates » nous paraît utopique : ce n'est pas une coalition d'hommes politiques défenseurs, même non gaullistes, du capitalisme et de techniciens distingués, prêts à se transformer en technocrates, qui permettra d'affirmer que la relève est prête pour le jour où « qui vous savez » disparaîtra d'une manière ou d'une autre, après nous avoir affirmé, avec sa modestie coutumière, que, mort ou vif, c'est lui qui désignera son successeur.

Pour vaincre le pouvoir personnel, susceptible de survivre en effet à son actuelle incarnation, nous pensons qu'il faut unir, sans exclusives, toutes les forces de gauche politiques, syndicales, ouvrières, intellectuelles, étudiantes, paysannes, qui se réclament du socialisme, mais elles seules, si l'on ne veut pas

se résigner à la paralysie et, par conséquent, à l'échec. L'expérience a toujours prouvé que la gauche, en se divisant, se condamnait à la défaite, soit en laissant la droite gouverner, soit en pratiquant elle-même au gouvernement une politique de droite, ce qui démoralise l'élite de ses partisans et engendre un scepticisme général sur tout ce qui touche la démocratie et le rôle du suffrage universel.

« Toute la gauche et elle seule ». Votre formule, me dira-t-on peut-être, comprend-elle les communistes? Je répondrai qu'en France, en 1963, exclure les communistes de la gauche, c'est refuser la constitution d'une majorité de gauche, rechercher une compensation vers le centre, voire vers le centre droit, donc s'interdire toutes réformes de structure, hors lesquelles la démocratie politique, ne s'élargissant pas sur le plan économique et social, devient purement formelle et se vide peu à peu de sa substance. On peut s'en réjouir ou le déplorer. Il faut constater que c'est l'arithmétique elle-même qui le proclame, et en tirer toutes les conséquences qui en découlent, c'est-à-dire négocier au grand jour des accords précis sur un programme concret et immédiatement réalisable.

Des hommes qui, pendant des années, se sont livrés à un anticommunisme de nature à faire pâlir de jalousie Mac Carthy ont, peu à peu, modifié leurs positions sous la pression des faits. Des alliances électorales purement défensives

ont été improvisées à chaud. Elles ont assuré quelques défaites à l'U.N.R. et nous nous en réjouissons. Un tel mouvement est probablement irréversible, bien que tel leader de la S.F.I.O. refuse toujours de s'asseoir - personnellement et officiellement - à la même table qu'un communiste.

Nous nous félicitons des premiers résultats obtenus, même lorsqu'on s'efforce de les exploiter sans nous et un peu contre nous, même lorsque les dirigeants du P.C. reprochent à ceux de l'Union des Étudiants Communistes d'attacher trop d'importance au P.S.U et pas assez à la S.F.I.O. Nous sourions philosophiquement. Ce qui importe, c'est l'entente permanente, et pas seulement limitée aux périodes électorales, pour l'unité, mais aussi pour le renouveau non moins nécessaire de la gauche au sujet duquel le P.S.U. à un rôle décisif à jouer.

Tel a été, tel est, tel sera en effet le sens de notre message de Front Socialiste.

Sans sous-estimer aucune des difficultés que nous rencontrerons sur notre route, nous pensons qu'il peut et doit aboutir à l'unité d'action des partis qui se réclament du socialisme et à l'unité- syndicale organique, dans le respect de toutes les tendances.

**Edouard DEPREUX**